

Rencontre gouvernement/secteur privé : Réflexions autour des mesures contributives du monde des affaires à l'opérationnalisation du PNDES

Les éditions
Sciences-Campus Info

Politique - Science - Education - Société - Économie - Technologies

Page 6

Le Quotidien Numérique

d'Afrique

du dimanche 14 mai 2017

7 Jours/7

N°389

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21 / +226 25 37 36 39 BURKINA FASO Téléchargeable

Appelez Ic + 226 76 60 97 21 / 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant...
Espace spécialement réservé pour vous.

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 22.

Autorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.

Formation des membres du
mouvement balai citoyen: La
veille citoyenne au centre des
préoccupations

Page 4



Questions au gouvernement :
Bilan de Bagrépôle et l'impact des
accords de l'U.E. sur l'économie
burkinabè à l'ordre du jour

Page 9



**6ème Conférence
annuelle de l'Alliance
Borderless : l'optimisation
des opportunités**

Page 2



**Logements étudiants : lancement
de la construction de la cité
universitaire de Bobo, phase 2**

Page 17



6ème Conférence annuelle de l'Alliance Borderless : l'optimisation des opportunités commerciales au menu des échanges

Région du Centre



La 6ème conférence annuelle de l'Alliance Borderless a débuté le mercredi 10 mai 2017 à Ouagadougou. Une conférence placée sous le signe de l'optimisation des opportunités commerciales et la facilitation des échanges commerciaux. La cérémonie a été présidée par le ministre en charge des transports.

Depuis sa création en 2012, l'Alliance Borderless s'est engagé à améliorer le climat des affaires en Afrique de l'Ouest. Pour cela, elle travaille à lever les obstacles et à réduire les barrières qui entravent le commerce dans la sous-région. Elle a fait de l'amélioration de la gouvernance routière et de la facilitation du commerce en Afrique de l'Ouest

son cheval de bataille. Cette 6ème conférence annuelle s'inscrit dans la même dynamique car les défis restent énormes malgré l'entrée en vigueur en février dernier de l'accord de l'organisation mondiale du commerce sur la facilitation des échanges.

Pour Justin Bayili, secrétaire exécutif régional de l'Alliance Borderless « c'est d'abord le défis de l'amélioration de nos procédures administratives en vue de simplifier et harmoniser tout ce qu'il y'a comme processus en vue de la facilitation des échanges au niveau régional mais également l'autre défis au niveau du secteur privé, c'est la mise en norme de nos manières de faire, l'introduction dans nos habitudes de certaines bonnes pratiques au niveau international pour nous

assurer que l'Afrique de l'Ouest sera intégrée dans la chaîne de valeur au niveau international »

Cette rencontre donne l'occasion aux acteurs du public et du privé de se concerter et de faire des propositions concrètes à même de lever les obstacles à la fluidité du trafic sur les différents corridors.

Souleymane Soulama, ministre des transports, de la mobilité urbaine et de la sécurité routière « je fonde l'espoir que cette rencontre des experts, spécialistes, professionnels, chercheurs et praticiens qui constitue la présente assemblée constituera une réelle contribution à la recherche de solutions idoines pour le renforcement des actions de facilitation des échanges »

La suite à la page 3.

SOCIÉTÉ

La suite de la page 2.



Des participants venus de différents pays de la sous-régions ont participés à cette rencontre.



Justin Bayili, secrétaire exécutif régional de l'Alliance Borderless.

Faciliter le transport et le commerce, c'est créer les conditions d'un monde où le développement mondial profite à tous »

Cette 6^{ème} conférence annuelle de



Faciliter le transport et le commerce, c'est créer les conditions d'un monde où le développement mondial profite à tous »dixit le ministre Soulama en charge des transports.

l'Alliance Borderless prévoit trois panels. Les activités ont commencé avec cette conférence inaugurale sur le thème : « optimiser les opportunités commerciales : le rôle

de la facilitation des échanges »

Alfred Sié KAM/Rédaction SC Info

Formation des membres du mouvement balai citoyen: La veille citoyenne au centre des préoccupations

Région du Centre



Pour le facilitateur principal dudit atelier, Simon Kaboré (à droite), vue l'expérience qu'a le mouvement Balai citoyen il serait bon qu'il structure une veille citoyenne pour constituer une vraie force d'influence pour améliorer l'efficacité des politiques.

L'organisation de la société civile, le mouvement le Balai citoyen a organisé un atelier de formation le 2 mai 2017 à Ouagadougou au profit de ses membres. Cette formation entre dans le cadre de l'exécution de son plan stratégique 2016-2020.

« Mobilisation des jeunes pour un suivi citoyen des politiques publiques en vue d'influencer les processus de prise de décisions », c'est sous ce thème que le mouvement Balai citoyen initié un atelier de formation de ses membres, le 2 mai 2017 à Ouagadougou. Cette formation a pour but de renforcer les compétences des points focaux



Selon le porte-parole du Balai citoyen, Me Guy HervéKam (au milieu), les jeunes seront formés sur la compréhension des politiques publiques à travers ce projet.

des jeunes membres des Clubs Cibals du balai citoyen en matière de contrôle citoyen des politiques publiques. Le facilitateur principal dudit atelier, Simon Kaboré

a indiqué qu'au cours de la formation, seront dispensés les concepts clés de la veille citoyenne sur les politiques publiques, les différentes mécanismes de mise

La suite à la page 5

La suite de la page 4



32 membres issus des clubs ciblés issues des coordinations nationales, régional et des points focaux participeront à cette formation qui durera 4 jours.

en place d'une stratégie de veille citoyenne. Il sera également question de voir comment interpeller les décideurs par cette politique de veille citoyenne afin d'améliorer la gestion publique a-t-il précisé. L'un des participants à cette rencontre, Alassane Guira a confié que cette formation va leur permettre d'être mieux outiller pour jouer leur rôle de veille citoyenne. Simon Kaboré a justifié la tenue cette formation par le fait que les membres du Balai citoyen soient conscients que malgré l'engagement du processus démocratique au Burkina Faso, permettant la séparation de pouvoir pour garantir la bonne gouvernance, les citoyens doivent toujours rester vigilants.

S'agissant du projet « Mobilisation des jeunes pour un suivi citoyen des politiques publiques en vue d'influencer les processus de prise de décisions », c'est un projet qui selon les organisateurs, s'intègrerait dans le programme de renforcement de la redevabilité politique et économique. Il s'agit

en outre du « présimètre » qui est le monitoring citoyen des politiques publiques et des TIC ont-ils précisé. Le porte-parole du Balai citoyen, Me Guy Hervé Kam a signifié que le « présimètre » vise à suivre le programme politique du président Kaboré. C'est un moyen d'engagement des citoyens au niveau local et national à suivre l'action publique pour inciter ceux qui exercent les pouvoirs politiques à respecter l'engagement pris envers les populations a-t-il signalé. D'après le mouvement Balai citoyen, un tel programme viserait à la consolidation de la culture démocratique et l'institutionnalisation du suivi citoyen de l'action publique par l'utilisation des technologies de l'information et de la communication. Les axes d'intervention et d'activité du projet sont entre autre l'éducation des jeunes à la citoyenneté, l'influence des politiques publiques, la mobilisation sociale et la coordination ont confié les organisateurs. L'un des principaux objectifs dudit projet serait de

contribuer à l'émergence d'un Etat démocratique régi par une gouvernance vertueuse qui contribue à une participation consciente, accrue et active des jeunes aux processus et/ou aux instances de décisions pour la formulation, la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques.

Le projet concernera cinq régions du Burkina : celles du centre, des Hauts bassins, du Nord, du Centre Nord, et du Centre-Ouest. Les populations, l'Etat et ses démembrements, les communautés coutumières et religieuses, les OSC et les syndicats, les partis politiques, les partenaires au développement et la presse publique et privée sont les bénéficiaires de ce projet. Le budget estimatif de ce projet s'élèverait à 60 millions de francs CFA par an.

Hien Dorothée pour SC Info

Rencontre gouvernement/secteur privé : Réflexions autour des mesures contributives du monde des affaires à l'opérationnalisation du PNDES

Région du Centre



Après le rendez-vous manqué de 2016, la tenue de la rencontre instaurée depuis 2001 entre le gouvernement autour des problématiques liées au développement du secteur privé s'est tenue le lundi 8 mai 2017 à Bobo-Dioulasso.

La cérémonie d'ouverture de la traditionnelle rencontre de concertation entre le gouvernement et le secteur privé s'est tenue le lundi 08 mai 2017 à Bobo-Dioulasso sur le thème : « Quelles mesures pour une contribution efficace du secteur privé à la mise en œuvre du PNDES ». Cet espace de dialogue et de concertation est un dispositif permanent de réflexion et de suivi qui permet de discuter et de s'accorder sur des mesures pertinentes d'amélioration de l'environnement des affaires en vue d'encourager et de pérenniser l'investissement privé, dans un contexte d'opérationnalisation du nouveau référentiel de



Cet espace de dialogue et de concertation est un dispositif permanent de réflexion et de suivi qui permet de discuter et de s'accorder sur des mesures pertinentes d'amélioration.

La suite à la page 7

La suite de la page 6



Selon le Premier ministre, Paul Kaba THIEBA, en optant pour une économie de marché régulée, le Burkina Faso a fait du secteur privé le moteur de sa croissance et de son développement.

développement du nouveau référentiel de développement burkinabè. Il s'est agi de façon concrète d'identifier des actions nécessaires à la mise en œuvre du PNDES.

Après le rendez-vous manqué de 2016, la tenue de la rencontre instaurée depuis 2001 entre le gouvernement autour des problématiques liées au développement du secteur privé s'est tenue le lundi 8

mai 2017 à Bobo-Dioulasso.

La 15ème édition de cet espace de dialogue et de concertation entre les pouvoirs publics et le monde des affaires était placée sur le thème : « « Quelles mesures pour une contribution efficace du secteur privé à la mise en œuvre du PNDES ». Selon le Premier ministre, Paul Kaba THIEBA, en optant pour une économie de marché régulée,

privé le moteur de sa croissance et de son développement.

« Le rôle moteur du secteur privé dans le développement du Burkina Faso se manifeste à travers son poids important dans la formation brute total moyen de 30% du PIB sur les cinq dernières années. Les investissements réalisés par le secteur privé atteignent 16,8%, soit plus de la moitié de l'investissement total. De même, il ce secteur est le principal

La suite à la page 8

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 7

créateur de richesse et le premier pourvoyeur d'emplois décents au Burkina Faso », a-t-il justifié.

La rencontre de cette année, de l'avis du Chef du gouvernement, intervient dans le contexte de mise en œuvre du PNDES dont l'objectif est de transformer l'économie burkinabè, pour une croissance forte, durable, résiliente, inclusive, créatrice d'emplois décents pour tous et induisant l'améliorer du bien-être social.

« Le PNDES réaffirme la volonté du gouvernement de faire du secteur privé le véritable moteur de la croissance économique dans une perspective fondée sur le principe de la complémentarité entre le secteur privé et l'Etat. C'est dans ce sens que ce référentiel de développement préconise des investissements publics structurants, sans précédent, dans des secteurs de soutien à la production en vue d'accroître la productivité du capital privé et d'assurer des gains de compétitivité. En particulier, il s'agit d'inciter à l'éclosion d'unités de transformation industrielles à effets d'entrainements importants sur tous les maillons de l'économie », a-t-il expliqué. D'où la conviction de Paul Kaba THIEBA que ce défi ne pourra être relevé avec succès que si les obstacles structurels qui limitent la rentabilité de l'investissement privé sont levés. C'est pourquoi, le gouvernement, a-t-il insisté, les actions prioritaires dans le cadre du PNDES consistent à assurer la disponibilité

d'infrastructures structurantes et stratégiques, la disponibilité et l'accessibilité à l'énergie, celle d'une main-d'œuvre qualifiée pour répondre aux besoins de l'économie, l'accès au financement et à l'appui-conseil.

A entendre, le Chef de l'exécutif, d'importantes réformes ont été entreprises par le gouvernement dans le sens de l'amélioration du climat des affaires. Il s'agit, entre autres, de l'amélioration de la transparence dans le domaine de la justice commerciale et des procédures de paiement des impôts, de la facilitation et de la simplification des procédures au niveau de la douane à travers le lancement du Système de liaison virtuelle pour les opérateurs d'import-export (SYLVIE).

Par ailleurs, il a déclaré que le gouvernement s'attèle à mettre en place les zones propices d'attraction et d'agglomération des investissements privés notamment la promotion des pôles de croissance de Samendeni, de Sourou ainsi que celui du Sahel. De même, il a affirmé que le gouvernement s'attèle actuellement à relancer l'activité des entreprises ayant fait l'objet d'actes de vandalismes, de pillage et de destruction lors de l'Insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014.

« Dans cette optique, il est envisagé, entre autres, solutions les indemnisations financières directes, les actions d'allégement fiscal, la restructuration des

entreprises sinistrées et en difficultés », a-t- précisé.

En réponse aux efforts de l'Etat, Paul Kaba THIEBA a mentionné que le gouvernement attend que le secteur privé joue sa partition dans le processus de transformation structurelle de l'économie burkinabè en relevant le niveau de production, de transformation et de commercialisation des produits locaux, en créant des emplois décents pour les jeunes, en cofinançant des projets structurants à travers le PNDES, en participant au suivi-évaluation de la mise en œuvre du PNDES, etc.

Pour le président de la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso (CCI-BF), Mahamadi SAVADOGO, la situation économique et sécuritaire du Burkina Faso nécessite une attention soutenue malgré les multiples efforts consentis par le gouvernement et les forces de défense et de sécurité.

Il a signalé que le secteur privé nécessite une grande attention, car portant toujours les stigmates des douloureux événements d'octobre 2014 et de septembre de 2015 dont les effets l'ont fortement affecté avec des pertes cumulées de plus de 52 milliards de F CFA et 7 3000 emplois détruits ou compromis dont près de 2 700 emplois directs.

DCI/PM



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Questions au gouvernement : Bilan de Bagrépôle et l'impact des accords de l'U.E. sur l'économie burkinabè à l'ordre du jour

Région du Centre

Des membres du gouvernement étaient face aux députés de l'Assemblée nationale, le vendredi 05 mai 2017. Au cours du face à face, deux questions orales sans débat ont été adressées respectivement au Premier ministre, Paul Kaba Thiéba, et au ministre de l'Economie, des Finances et du développement, Hadizatou Rosine Coulibaly. Questions émanant des députés, Alexandre J. Sankara du groupe parlementaire Burkidlim et Nabié Nimayé du groupe parlementaire du Mouvement du peuple pour le progrès. En raison du calendrier chargé des interpellés, ce sont la secrétaire d'Etat chargée de l'aménagement du territoire, Pauline Zouré et le ministre du Commerce, de l'industrie et de l'artisanat, Stéphane Sanou, qui se sont prêtés à l'exercice de réponses aux préoccupations des deux députés.

Le nouveau référentiel du gouvernement, le Plan national de développement économique et social (PNDES) se fonde prioritairement sur la dynamisation des pôles de croissance économiques. A l'heure où de nouveaux pôles sont en projets comme Samendéni/Sourou , Sahel, etc., le député, Alexandre J. Sankara a demandé au chef du



Le nouveau référentiel du gouvernement, le Plan national de développement économique et social (PNDES) se fonde prioritairement sur la dynamisation des pôles de croissance économiques.

gouvernement un bilan exhaustif de Bagrépôle, notamment sur le niveau d'investissement, les emplois créés, les voies, etc. En l'absence du chef du gouvernement pour raison de calendrier, c'est la secrétaire d'Etat chargée de l'aménagement du territoire, Pauline Zouré, qui a livré la réponse du gouvernement à la

préoccupation du député. Selon la secrétaire d'Etat chargée de l'aménagement du territoire, le pôle de croissance a été mis en place comme pôle-pilote dont seront tirés tous les enseignements tout au long de sa construction en vue de structurer et systématiser la méthodologie de construction des pôles de croissance en général et

La suite à la page 10

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 9

des agropoles en particulier. Son potentiel irrigable est estimé à plus de 20 000 hectares. «Le coût total actualisé de réalisation des infrastructures du premier plan stratégique quinquennal s'élève à 144 milliards F CFA. Celui-ci couvrait la période 2013-2017. Mais les difficultés rencontrées ne permettent pas de respecter ce calendrier qui doit être actualisé après révision du plan stratégique». Les financements acquis à ce jour pour la réalisation des infrastructures prioritaires sont de 85 milliards F CFA», a indiqué Pauline Zouré avant d'ajouter qu'à ce jour, sur les 3 380 ha en exploitation, 3 000 ha sont exploitées en gravitaire par 3 250 exploitants familiaux.

Quelques résultats de Bagrépôle, malgré les difficultés

Par ailleurs, la secrétaire d'Etat chargée de l'aménagement du territoire a présenté les résultats de la mise en œuvre du pôle de croissance de Bagré suivant divers domaines. Dans le domaine du développement des instruments institutionnels et de la gouvernance, elle a noté le développement d'un cadre de gestion du climat des affaires qui a permis de réaliser des investissements structurants; l'élaboration d'un cadre foncier sur le plan environnemental et social qui a permis de doter Bagrépôle d'instruments de sécurisation foncière au profit des exploitants familiaux et des investisseurs; l'adoption de mesures incitatives à l'installation des investisseurs reprises par la loi de finance rectificative du 23 mai 2013; la mise en place des pelletons de surveillance et d'intervention de

la gendarmerie, et, l'adoption d'un décret portant transfert de gestion du fonds de terre et des ressources à Bagrépôle. De même, elle a cité la réalisation des études d'impact environnemental et social, la réalisation de plan d'actions de réinstallation qui ont conduit au déblocage de plus de 7,5 milliards de francs CFA au titre de la contrepartie de l'Etat en vue du paiement des indemnisations et des compensations de 2 501 personnes affectées par les projets d'aménagement. En outre, elle a souligné l'attribution de 771 parcelles d'habitation avec la réalisation d'infrastructures socio-économiques (écoles, forages, magasins, etc.) au profit des populations; la promotion d'un processus transparent et équitable ayant conduit à l'organisation de la conférence des investisseurs qui a regroupé 681 investisseurs et aboutit à la sélection de 108 agro-investisseurs avec plus de 114 milliards F CFA d'investissements, mais aussi, la construction des unités économiques privées avec la signature de contrat pour l'exploitation du centre éco-touristique; le développement de la chaîne de valeurs à travers le renforcement des capacités et l'encadrement des producteurs; les appuis à l'entreprenariat, la transformation, la commercialisation et à l'intensification de la production agricole qui ont permis une augmentation du rendement du riz sur le périmètre en campagne sèche de 4,5 tonnes à l'hectare à près de 6 tonnes.

Concernant le domaine de la réalisation des infrastructures critiques et agricoles, elle a relevé,

entre autres, la réalisation en cours des travaux d'aménagement hydro-agricole de 2 582 ha dont le taux d'exécution des travaux est d'environ 45% à la date du 14 avril 2017, la réalisation en cours des travaux d'aménagement hydro-agricole de 2 194 ha en rive droite du Nakambé avec un délai contractuel de 22 mois dont le taux d'exécution physique est de 17,5% à la date du 14 avril 2017. «C'est dire qu'avant la fin de l'année 2018, ce sont environ 4 500 hectares de terres aménagées qui rentreront en exploitation par les paysans et les agro-investisseurs. Ces nouvelles superficies qui viendront s'ajouter au 3 382 ha déjà exploités porteront à près de 8 000 la superficie totale de terres qui seront en exploitation à Bagré à l'horizon 2018», a-t-elle signifié à la représentation nationale. Outre cela, la mise en œuvre de Bagrépôle a permis, selon Pauline Zouré, la réalisation d'infrastructures de soutien, d'infrastructures piscicoles et d'élevage pour le développement des activités de production au profit des associations et organisations professionnelles de petites et moyennes entreprises. Il s'agit de la construction des mini-marchés pour l'écoulement des produits issus de la zone du projet, d'un marché de poissons pour soutenir l'Union des transformatrices de poissons, de bassins piscicoles, d'un marché à bétail d'une ferme avicole de 5 poulaillers et de 5 000 poules pondeuses, d'un centre d'activités diverses et de bâtiments pour des restaurants. Aussi, on peut retenir la construction et l'exploitation de la radio Bagré FM, outil de promotion et de développement

La suite à la page 11

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 10

des activités du pôle de croissance, ainsi que l'entretien de la route régionale n°9 de près de 36 km et l'ouverture de 25 km de voies de désenclavement au profit des personnes affectées par le projet.

Au titre du développement des services et entreprises, la secrétaire d'Etat chargée de l'aménagement du territoire, Pauline Zouré, a mentionné la réalisation des activités de soutien aux structures des producteurs, des PME, etc. qui ont permis de financer 821 boursiers pour le renforcement des capacités de plus de 23 381 bénéficiaires, dont 34% de femmes pour un montant de subvention accordé estimé à plus de 4 milliards de F CFA; la mise en place d'un réseau partenarial avec les banques et des acteurs des différents maillons de la chaîne de valeurs riz qui a permis l'accès au financement, notamment l'octroi de 4,5 milliards F CFA à l'Union des producteurs, des transformateurs, des étuveuses, etc. ; la mise en place du guichet unique de Bagré qui a permis la simplification des licences d'affaires et l'examen de 18 licences d'affaires. «En termes de résultats et de premiers effets d'entrainement, on peut retenir le développement du secteur privé et l'augmentation du volume des investissements privés avec la création de plus de 250 unités économiques pour lesquelles plus de 12 milliards F CFA d'investissements privés ont été réalisés. L'opérationnalisation du pôle de croissance de Bagré a également permis la création d'au moins 25 000 emplois à travers la mise en exploitation de 1 500 ha aménagés. Ce qui laisse entrevoir qu'à terme, l'objectif des 30 000

emplois sera largement dépassé. La hausse de la production céréalière apicole de la zone de concentration de Bagré qui est passé de 103 893 tonnes en 2013 à 160 300 tonnes en 2015 pour une cible de 190 000 en 2020», a fait savoir Mme Zouré. Nonobstant ce bilan dressé, le président de l'Assemblée nationale, Salifou Diallo a invité le gouvernement à effectué une mission gouvernementale à Bagrépôle en vue de toucher du doigt les réalités des acteurs du domaine.

Sur l'impact des accords avec l'Union européenne

Après la question du député Alexandre J. Sankara, ce fut le tour de son collègue, Nimayé Nabié, d'adresser la seconde question orale sans débat au ministre de l'Economie, des Finances et du développement par l'intermédiaire du député Modiboh Ouattara, portant sur l'impact des accords précédents sur le développement de l'économie du pays et son accès au marché européen, ainsi que les perspectives dans le cadre de la mobilisation des ressources fiscales externes et l'impact financier réel des APE. Le ministre du Commerce, de l'industrie et de l'artisanat, Stéphane Sanou qui s'est dit être beaucoup plus interpellé sur cette question orale, a fourni des réponses. Se prononçant sur l'impact des accords sur le développement de l'économie burkinabè, il a indiqué que sur la période de 2008-2013, le Burkina Faso a bénéficié d'un montant global de 471 milliards F CFA pour renforcer les infrastructures, le développement rural et la sécurité alimentaire. De façon

concrète, il a cité la réhabilitation de la route nationale n°1 (le tronçon Sakoincé-Boromo), la construction d'une centrale solaire photovoltaïque d'une puissance de 33 mégawatts à Zagtouli. «En termes d'impact, nous pouvons dire que l'Union européenne a pu contribuer à conforter la croissance économique dans les finances publiques au Burkina Faso, tout en promouvant des progrès sociaux continus avec des taux de scolarisation de base et d'accès aux soins de santé en nette progression», a déclaré le ministre.

Sur le plan de l'eau et de l'assainissement, il a relevé que le taux d'accès à l'eau potable en milieu rural est passé de 55% en 2009 à 63,5% en 2013. Et le taux d'accès à l'assainissement familial en milieu urbain est passé de 19% en 2009 à 29,10% en 2013. Dans le domaine de la santé, a poursuivi Stéphane Sanou, l'Union européenne (U.E.) a contribué à l'amélioration de la santé maternelle et infantile. On retiendra que le taux d'accouchements assistés est passé de 65% en 2008 à 81% en 2013. Quant à l'éducation de base, selon le ministre du Commerce, de l'industrie et de l'artisanat, des centaines d'enfants ont pu être scolarisés. Par exemple, le taux brut de scolarisation des filles est passé de 67% en 2008 à 78% en 2013. Par ailleurs, les financements de l'U.E. ont permis la construction, la réhabilitation et l'entretien d'environ 3 000 km de routes bitumées pour permettre la mobilité des personnes, des biens de services aux niveaux national et régional. En ce qui concerne la croissance économique et la réduction de la pauvreté, il

La suite à la page 12

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 7

a cité l'atténuation des effets négatifs de la crise économique et financière internationale et de la crise alimentaire. Ainsi, le gouvernement a pu mettre à la disposition de la population des céréales à des prix réduits. Au titre de la gouvernance politique et démocratique, les actions de l'U.E. ont porté sur la promotion de la démocratie et de l'Etat de droit, l'amélioration de l'accès à la justice pour tous, le respect des droits de l'Homme, la gestion transparente de l'économie à travers la

gouvernance économique, financière, locale, démocratique et le renforcement de la gouvernance au niveau des collectivités locales à travers la décentralisation qui a permis la fourniture des services de base et l'installation de nouvelles entreprises. Sur l'accès au marché européen, les exportations du Burkina Faso sont passées de 43, 30 milliards F CFA en 2008 à 65, 70 milliards en 2013, soit un accroissement de plus de 48%. Les principaux produits exportés sont le coton, le sésame, les mangues,

le beurre de karité et les noix de cajou. Pour les importations, elles sont passées de 268 milliards en 2008 à 711 milliards F CFA en 2013, soit une hausse de plus de 160%. Comme perspectives, il a affirmé, entre autres, que 382 000 d'euros seront injectés par l'Union européenne pour la mise en œuvre des projets au Burkina Faso et l'entrée en vigueur de l'APE.

Brève

La télévision nationale ivoirienne a diffusé jeudi soir 11 mai une cérémonie organisée mercredi au palais présidentiel. Les représentants des 8 400 soldats qui avaient semé le trouble dans toute la Côte d'Ivoire en janvier dernier y présentaient leurs excuses, acceptées par le président Ouattara. Surtout, les militaires annonçaient renoncer à toute revendication financière, alors qu'ils avaient réclamé 12 millions de francs CFA de prime chacun. Des mutins qui semblent s'être mis au diapason d'un pays qui fait des économies de toutes parts et resserre ses budgets après la chute du cours du cacao.



Source RFI

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Ambassade du Burkina au Saint- Siège : Remise de distinctions à deux prêtres burkinabè

Région du Centre



Il s'agit en l'occurrence de Monsieur l'Abbé Janvier Marie YAMEOGO (Chargé de la Langue Française et du Desk Afrique au sein du Département Théologico Pastoral du Secrétariat pour la Communication) et de Monseigneur Relwendé Kisito OUEDRAOGO (un des secrétaires du Cardinal Pietro Parolin, Secrétaire d'Etat du Saint-Siège).

Le jeudi 27 avril 2017 s'est déroulée dans les locaux de l'Ambassade du Burkina Faso près le Saint-Siège, une cérémonie de remise de distinctions à deux prêtres burkinabè officiant au Saint-Siège. Il s'agit en l'occurrence de Monsieur l'Abbé Janvier Marie Gustave YAMEOGO (Chargé de la Langue Française et du Desk Afrique au sein du Département Théologico Pastoral du Secrétariat pour

la Communication) et de Monseigneur Relwendé Kisito OUEDRAOGO (un des secrétaires du Cardinal Pietro Parolin, Secrétaire d'Etat du Saint-Siège). En rappel, ces deux prêtres avaient été élevés au grade de Chevalier de l'Ordre National à l'occasion du 11 décembre 2016 par Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso.

Le personnel de l'Ambassade, avec à sa tête l'Ambassadeur Robert COMPAORE, a tenu à rendre hommage à ces deux valeureux concitoyens dont le sacerdoce n'est pas seulement spirituel mais aussi engagé dans l'affermissement de la coopération entre le Burkina Faso et le Saint-Siège. L'Ambassadeur s'est dit honoré d'ainsi être l'interprète de la reconnaissance par Son Excellence Monsieur le Président du Faso des mérites et des

La suite à la page 14

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 13



Admis depuis 2010 à exercer son ministère à la Secrétairerie d'Etat, il est actuellement un des secrétaires du Cardinal Pietro Parolin, Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté.

efforts d'intrépides, de dévoués et discrets serviteurs de la Patrie. L'éclat de cette cérémonie a été rehaussé par la présence de hautes personnalités religieuses et politiques dont Son Eminence le Cardinal Philippe OUEDRAOGO, Archevêque Métropolitain de OUAGADOUGOU (présent à Rome dans le cadre du Forum International de l'Action Catholique et du 150è anniversaire de l'Action Catholique Italienne), Monseigneur Robert MURPHY représentant Son Eminence le Cardinal Secrétaire d'Etat, Monseigneur Dario Eduardo VIGANO, Préfet du Secrétariat pour la Communication du Vatican, Son Excellence Madame l'Ambassadeur du Burkina Faso près l'Italie, Monsieur le Consul Général du Burkina Faso à Milan, des collègues, amis et familles des deux récipiendaires.

Quisont ces heureux récipiendaires? Monsieur l'Abbé Janvier Marie Gustave YAMEOGO : Ordonné prêtre diocésain de Koudougou en 1989 et après dix (10) ans d'apostolat au diocèse, il a poursuivi ses études simultanément à l'Institut Catholique de Toulouse et à la Faculté de Théologie d'où il sort nanti d'un diplôme en journalisme et d'une maîtrise en Théologie. Il est ensuite nommé Directeur Diocésain de la Communication et de la Radio de Koudougou et depuis octobre 2006, il fait office de Chargé de la Langue Française et du Desk Afrique au sein du Département Théologico Pastoral du Secrétariat pour la Communication du Saint-Siège. Monseigneur Relwendé Kisito OUEDRAOGO : Ordonné prêtre en 2000 et incardiné dans le diocèse de Ouahigouya, il

a servi, tour à tour, comme Vicaire Paroissial à Bourzanga, Secrétaire Episcopal, Directeur de Publication de la Revue Diocésaine « Echo du Yatenga » et du Mensuel Episcopal « Unis dans l'amour ». Il fut envoyé par son évêque d'alors en 2004 à Rome pour une spécialisation en Liturgie à l'Institut Pontifical de Liturgie Saint Anselme, d'où il sort docteur en 2012. Admis depuis 2010 à exercer son ministère à la Secrétairerie d'Etat, il est actuellement un des secrétaires du Cardinal Pietro Parolin, Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté.

Ambassade du Burkina Faso auprès du Saint Siège

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Tournée du ministre en charge de la Communication dans le Centre-Nord : Rémis Dandjinou s'imprègne des conditions de travail des médias de la ville de Kaya

Région du Centre-Nord



Selon le promoteur, il s'agissait de mettre à la disposition des populations, des outils de communication proches de leurs préoccupations et disponibles pour l'information et la sensibilisation.

L e ministre de la Communication et des relations avec le Parlement, porte-parole du gouvernement, Rémis Fulgence Dandjinou a, en compagnie de la secrétaire générale, Hortense Zida et de la Directrice de la Société burkinabè de télédiffusion (SBT), Kadidia Sawadogo, visité ce jeudi 11 mai 2017, les médias de la ville de Kaya, chef-lieu de la région du Centre-Nord.

C'est sous une fine pluie que le porte-parole du gouvernement est allé à la rencontre des médias

de la ville de Kaya. Au menu, visite des locaux et échanges avec le personnel desdites radios. La radio Manegda et Sanmatenga télévision (STV-Kaya) ont été les premiers médias où le ministre de la Communication et des relations avec le Parlement a pu constater le travail qu'abat le premier responsable, Samuel Bamogo. Selon le promoteur, il s'agissait de mettre à la disposition des populations, des outils de communication proches de leurs préoccupations et disponibles pour l'information et la sensibilisation. Il a affirmé être satisfait de la visite du ministre, Rémis Dandjinou, qui reste à ce jour, le seul ministre en charge de la Communication

à visiter sa structure.

Au cours des échanges, Samuel Bamogo a soutenu qu'en termes technique, Sanmatenga télévision est prête pour le passage à la télévision numérique terrestre (TNT), car il s'agit d'un avantage devant permettre aux médias d'avoir une meilleure qualité de diffusion et de réception. Mais, tout en saluant la mise route de la TNT, il a souligné que le basculement à la télévision numérique terrestre l'inquiète, en ce sens que le coût de la redevance qu'il doit payer est élevé, soit 3,8 millions FCFA par an. A cette préoccupation, le ministre a indiqué qu'en temps opportun, la Société burkinabè de télédiffusion

La suite à la page 16

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 15



Après la RTB2 Centre-Nord, Rémis Dandjinou et sa délégation ont visité le site qui abrite la station de la SBT à Kaya.

(SBT), qui a la charge de la mise en œuvre de la TNT, va s'y pencher.

Le cap été mis ensuite sur le site de la RTB2 Centre-Nord. Là, c'est avec amertume que le porte-parole du gouvernement a visité un local inachevé, qui git en plein air et où tout reste à faire. Le ministre Dandjinou a dit être surpris de voir que les travaux du bâtiment qui abrite la RTB2 Centre-Nord ne soient pas encore achevés. Avant de quitter les lieux, le ministre en charge de la Communication a indiqué que des mesures vont être prises pour que le bâtiment soit rénové.

Après la RTB2 Centre-Nord, Rémis Dandjinou et sa délégation ont visité le site qui abrite la station de la SBT à Kaya. Ils ont ainsi pu voir le travail qui y est effectué depuis quelques semaines afin que la station soit totalement opérationnelle avant le lancement de la TNT en septembre prochain.

D'ores et déjà, tout est quasiment prêt sur ce site. Le porte-parole du gouvernement a souhaité que l'enceinte ait une clôture pour sécuriser les installations de la SBT.

Le ministre en charge de la Communication et sa délégation ont ensuite visité la radio Manegmoogo. Une visite qui a été fortement saluée par le premier responsable de ce média, Emmanuel Bamogo, car pour lui, il s'agit d'une invite à la persévérance. Radio Manegmoogo, aux dires M. Bamogo, est une radio associative de développement lancée en 2009. Et d'ajouter qu' « elle a pour missions de créer des cadres d'échanges, de sensibilisation et d'information des populations sur les problématiques de développement liés à la santé, l'éducation l'environnement, la culture.... ».

Comme les autres médias du Sanmatenga, la radio Notre Dame

de Kaya a reçu la visite du premier responsable du département de la Communication. Apres une brève présentation du média par son directeur, l'Abbé Alexis Ouédraogo, le ministre a salué et apprécier la pluralité des programmes de cette radio confessionnelle qui est dores et déjà passé au numérique depuis quelques temps afin d'être en phase avec le passage à la TNT. « Nous sommes à vos côtés et nous restons ouverts à toutes idées qui permettront d'améliorer vos conditions de travail », a déclaré Remis Dandjinou.

La radio horizon FM Kaya, situé en plein centre-ville a, à son tour, reçu la visite des hôtes du jour. Visite des locaux et échanges avec le personnel avant que la délégation ne mette le cap sur la radio Kaya FM, le dernier média à avoir reçu le porte-parole du gouvernement.

Au terme des différentes visites, le ministre de la communication

La suite à la page 17

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 16

et des relations avec le parlement, Rémis Fulgence Dandjinou a fait un bref bilan de sa tournée. Selon lui, il y a une différence dans la participation au développement, la collecte et le traitement de l'information, la sensibilisation et les conditions techniques des médias visités. « Il y a un véritable problème et il faut très rapidement que le fond d'appui à la presse privée puisse trouver les moyens pour accompagner les médias du Centre-Nord qui font, malgré les difficultés, un travail important. Les conditions de travail de la grande majorité de ces médias sont difficiles. C'est une interpellation du ministère pour qu'une véritable action soit menée à l'endroit des radios afin d'améliorer leur niveau technique », a affirmé Rémis Dandjinou. Selon lui, cette visite tombe à pic, étant donné que le premier ministre a demandé de voir comment l'environnement



C'est une interpellation du ministère pour qu'une véritable action soit menée à l'endroit des radios afin d'améliorer leur niveau technique », a affirmé Rémis Dandjinou.

économique et fiscal des entreprises de presse peut être amélioré pour leur permettre de remplir efficacement leurs missions.

Logements étudiants : lancement de la construction de la cité universitaire de Bobo, phase 2

Région des Haut-Bassins

Le premier ministre Paul Kaba THIEBA a procédé, le 9 mai 2017, au lancement des travaux de construction de la cité universitaire de Bobo-Dioulasso, phase 2. Ce projet de logements étudiants, financé par la Banque islamique de développement (BID), vient renforcer la capacité d'hébergement de ladite. C'était

en présence du ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation, le Pr Alkassoum MAIGA, de la représentation de la BID, de la communauté universitaire toute entière et des autorités administratives, coutumières et religieuses de la ville de Bobo-Dioulasso.

D'un coût total de **8 907 896 060 F CFA**(huit milliards neuf cent sept millions huit cent quatre-vingt-seize mille soixante) de francs CFA, ce projet de construction permettra d'ériger, dans un délai de dix-huit mois, 3 nouveaux pavillons à niveau R+2 de logements avec une capacité totale de 1 512 lits, faisant ainsi passer la capacité totale de la cité à 2 552 lits, la

La suite à la page 18

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 17



La cité universitaire de Bobo-Dioulasso est un important complexe immobilier.



A travers le lancement des travaux ce 9 mai 2017, le premier ministre a voulu rencontrer personnellement la communauté universitaire pour mieux s'enquérir des conditions de vie et de travail dans les temples du savoir.

première du projet ayant permis de mettre, depuis 2014, 1 008 lits à la disposition des étudiants.

La cité universitaire de Bobo-Dioulasso est un important complexe immobilier. En plus des logements, il comprend des

salles d'études, d'informatique, télévision, un restaurant, un centre médical comprenant un service bucco-dentaire, des terrains omnisports, neuf paillottes d'études, deux paillottes de tresses, un centre d'écoute pour jeunes, trois parkings pour engins à deux roues ayant une capacité totale de 600 places de stationnement et bien d'autres infrastructures visant à améliorer les conditions de vie et d'études des étudiants.

A travers le lancement des travaux ce 9 mai 2017, le premier ministre a voulu rencontrer personnellement la communauté universitaire pour mieux s'enquérir des conditions de vie et de travail dans les temples du savoir. Une occasion bien saisie par les étudiants qui, par la voix de leur porte-parole, ont égrainé un long chapelet de doléances relatives aux multiples maux qui minent le secteur de l'enseignement supérieur : manque de personnel enseignant,

La suite à la page 19

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 18

manque d'infrastructures pédagogiques, faiblesse des allocations financières, retards de paiement des dites allocations, chevauchement d'années académiques, problèmes de logements et de transport, difficultés de mise en œuvre du système Licence-Master-Doctorat, la liste est longue. Et le ministre Alkassoum MAIGA de rassurer.

L'inauguration, il y a deux semaines, d'infrastructures pédagogiques à l'UO1 Pr Joseph KI-ZERBO, l'adoption en Conseil des ministres d'un projet de construction d'autres cités universitaires à l'Université Ouaga2, à l'Université de Koudougou et dans les centres universitaires de Déodougou, de Fada N'Gourma et Ouahigouya, le projet un étudiant un ordinateur et la création de l'Université virtuelle du Burkina Faso, sont quelques exemples parmi tant d'autres qui témoignent clairement de l'engagement du Gouvernement de Paul Kaba THIEBA d'apporter des solutions durables aux préoccupations des étudiants, et conformément à l'engagement de SEM le Président du Faso, et faire de l'enseignement supérieur un véritable levier du développement économique et social de notre pays.

En prélude à la cérémonie, le ministre Alkassoum MAIGA de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation a procédé, dans la soirée du 8 mai 2017, au lancement d'une campagne de séries de sensibilisations dans les cités universitaires du Burkina Faso. Conçu par la direction des projets cités universitaires, le projet de sensibilisation est porté par le Centre national des œuvres



Au cours de cette campagne qui commence, les services de santé du CENOU entretiendront les étudiants sur l'hygiène bucco-dentaire, les maladies sexuellement transmissibles et le VIH SIDA.



En prélude à la cérémonie, le ministre Alkassoum MAIGA de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation.

universitaires (CENOU), premier bénéficiaire des cités universitaires. Au cours de cette campagne qui commence, les services de santé

du CENOU entretiendront les étudiants sur l'hygiène bucco-dentaire, les maladies sexuellement transmissibles et le VIH SIDA.

ANNONCE

Sciences-Campus
Centre d'Examen Européen

ed English Discoveries

Une solution complète d'apprentissage de l'anglais en ligne

Coût : 40 000 FCFA

Durée de la licence : 1 an

www.sciences-campus.org

Efficace, Flexible et Interactive, English Discoveries vous offre

- ✓ Un apprentissage interactif
- ✓ Une interface de suivi des apprenants
- ✓ Des supports pédagogiques
- ✓ Des évaluations et des certificats

Ouagadougou
Au Centre d'Examen Européen
Ouaga 2000 Face à la Station Total Ambassade
Tel: +22672 07 20 20 / 66200026
Email : contact@ebs-edu.fr

Bobo-Dioulasso
A l'Institut Supérieur des Sciences et Technologies
ISC-Bobo au Centre Ville sur l'Avenue Guillaume Ouédraogo
à l'Immeuble Sanga Madi
Tel: +22672 07 09 09 / 72 07 04 04
Email : isc@iscmail.org

ANNONCE

**Sous le patronage du Ministre du Commerce, de
l'Industrie, et de l'Artisanat**



**SALON INTERNATIONAL
BUSINESS ON TECHNOLOGY**



EDITION 2017

**THÈME : LES TECHNOLOGIES COMME LEVIER
DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR
DE L'AGROALIMENTAIRE**



Du 23 au 27 Mai 2017 au SIAO— OUAGADOUGOU

JOB CAMPUS**Avis de recrutement****Poste: Coordinateur de la filière des produits agricoles et forestiers transformés locaux en Guinée-Bissau****Description****Présentation d'ESSOR**

Fondée en 1992, ESSOR est une association de solidarité internationale de taille moyenne qui élabore, réalise et soutient des projets de développement en faveur des populations les plus défavorisées au Brésil, Mozambique, Congo-Brazzaville, Tchad et Guinée-Bissau, en partenariat étroit avec des ONG locales. Ces projets sont cofinancés par des institutions publiques (Union Européenne, Agence Française de Développement, Collectivités locales) et bénéficient de nombreux soutiens d'origine privée provenant de fondations, d'entreprises, de particuliers, d'écoles, etc.

Contexte et présentation générale du projet

En Guinée-Bissau, les difficultés de commercialisation des produits agricoles entraînent des pertes importantes, et constituent des entraves à l'alimentation des villes et à l'amélioration du revenu des populations rurales. C'est dans ce contexte qu'ESSOR et son partenaire guinéen, la Fédération paysanne KAFO, ont mené un projet d'appui à la transformation et la commercialisation des produits agricoles dans la région d'Oio. Ce projet de 3 ans a permis d'appuyer la mise en place de

petites unités de transformation villageoises, d'un centre de production, de contrôle qualité et d'expérimentation (CET), et de créer une entreprise privée à caractère social (Kafo com) qui assure la vente des produits finis à Bissau (jus de fruits, farines, miel etc...). Fort de cette première expérience, ESSOR et KAFO ont souhaité poursuivre le projet afin de pérenniser les actions, qui s'est traduit par la mise en œuvre du projet Firkidja « FIRKIDJA DI BIDA DIGNA DI NO MINDJERES KU JOVENS I PRODUTO DI NO TCHON », qui a démarré début avril 2015.

Ce projet, où KAFO est chef de file, est mis en œuvre dans 2 régions (Oio et Cacheu) en partenariat avec ESSOR, qui apporte son expertise technique pour renforcer les compétences des équipes locales et des différents acteurs de la filière des produits transformés locaux, et un nouveau partenaire sur la région de Cacheu, la Congregação das Irmãs Franciscanas da Nossa Senhora Aparecida, qui apporte son expérience sur le volet éducation et vigilance nutritionnelle.

Ce projet, d'une durée totale de 3 ans, a pour objectif spécifique d'améliorer la situation nutritionnelle et les revenus des familles paysannes dans 36 villages des régions de Oio et Cacheu au travers de la valorisation des produits agricoles et forestiers locaux. Les résultats attendus du projet sont les suivants :

Résultat 1 : Amélioration

des pratiques alimentaires dans les villages au travers d'actions d'éducation et vigilance nutritionnelle.

Résultat 2 : Amélioration des revenus et réduction de la pénibilité du travail des femmes grâce au fonctionnement de 26 petites Unités villageoises de transformation agro-alimentaires UTAA.

Résultat 3 : Renforcement et autonomisation de la filière des produits agricoles et forestiers transformés des marques NKS et Sabores da Tabanca.

Résultat 4 : Renforcement institutionnel de la Fédération KAFO.

Surla base des recommandations d'une évaluation externe ROM réalisée fin 2016, certains résultats et activités du projet ont été réorganisés, avec notamment la séparation des résultats 2 et 3, chacun étant sous la responsabilité d'un coordinateur spécifique. Le poste de Coordinateur de la filière des produits agricoles et forestiers transformés locaux objet de cette offre d'emploi est donc dédié au résultat 3.

Etat actuel d'organisation de la filière des produits agricoles et forestiers transformés locaux :

La filière des produits agricoles et forestiers transformés locaux concerne une gamme diversifiées de produits dérivés

La suite à la page 19

JOBSCAMPUS

La suite de la page 19

de fruits cultivés et sauvages, d'oléagineux, de miel, de plantes séchées, etc. Ils sont produits et/ou conditionnés au niveau de 2 Centres d'Expérimentation et Transformation (CET), qui disposent d'un mini laboratoire de contrôle qualité. Ces CET, outre leur propre activité de production, ont également un rôle de collecteurs de matières premières, semi-transformés ou transformés en provenance de petites unités de transformation villageoises.

Le gros des productions est commercialisé dans la capitale, Bissau, au travers de l'entreprise KAFO Com, qui joue le rôle d'intermédiaire entre les CET et un réseau de clients sur Bissau (supermarchés, restaurants, bars, boutiques, etc). KAFO Com dispose également d'une boutique de vente directe.

Un travail important a déjà été réalisé pour améliorer la qualité et la présentation des produits (importation d'emballages, conception d'étiquettes et matériel de marketing), et pour promouvoir ces produits sur le marché local. Toutefois, à l'heure actuelle, le fonctionnement de la filière rencontre plusieurs contraintes, qui sont les défis que le projet doit relever, et auxquels le Coordinateur devra répondre : manque de professionnalisme des différents acteurs, en termes de planification, de coordination, de programmation, de communication, etc ; manque d'outils de suivi des activités et résultats ; besoin de renforcement des stratégies de

production et commercialisation ; rentabilité économique des opérateurs encore non garantie ; problèmes de qualité de certains produits, etc.

M i s s i o n

Le Coordinateur de la filière travaillera sous la responsabilité de la Coordinatrice générale du projet Firkidja, et sera également suivi par le responsable programme développement rural basé au siège de ESSOR. Il sera responsable de l'atteinte du résultat 3 visant le renforcement et l'autonomisation de la filière des produits agricoles et forestiers transformés des marques NKS et Sabores da Tabanca. Il travaillera plus spécifiquement avec les responsables des différents acteurs de la filière qu'il devra former et accompagner.

L'mission du Coordinateur filière est d'assurer l'autonomisation technique et économique, sur les plans financier, mais aussi organisationnel, humain et éthique, des différents acteurs de la filière et garantir un fonctionnement fluide et optimal de la filière. Il devra pour cela :

professionnaliser la filière dans une perspective d'une réelle autonomisation, 1) en mettant en place des procédures et outils de planification, suivi et gestion, 2) en les transférant aux responsables des 2 CET, de KAFO Com et de la boutique, 3) en les accompagnant dans leurs activités respectives, 4) en mesurant de façon continue les résultats et performances obtenus, de façon participatives

avec les différents acteurs.

augmenter les volumes produits et commercialisés, sur la base d'outils de diagnostic, de planification et de gestion professionnels (études de marché actualisées, mise en œuvre de business plan et de stratégies marketing, design des produits, etc).

augmenter la visibilité et l'acceptation de la filière auprès des consommateurs locaux, etc

promouvoir l'innovation au sein de la filière, sur le plan de la diversification des produits, des techniques de commercialisation et marketing, de la gestion des emballages, etc.

s'assurer que le développement de la filière ait des retombées économiques dans les villages d'intervention du projet

Le Coordinateur mènera ses activités en étroite collaboration avec les Coordinateurs des autres volets du projet. Il rendra régulièrement compte de l'avancement de ses activités et des résultats obtenus, lors de réunions d'équipe, de rapports mensuels, d'échanges avec le siège ESSOR, etc.

**Ville Bissau
(avec des déplacements réguliers dans les régions de Oio et Cacheu)**

Expériences / Formation du candidat

- Ingénieur agronome ou agroéconomiste (ou équivalent) ou Diplômé d'Ecole de commerce.

La suite à la page 24

JOBSCAMPUS

La suite de la page 23

- Expérience d'au moins 4 ans dans des projets de développement axés sur la transformation et la commercialisation agroalimentaire, l'appui aux filières. Expérience souhaitée en accompagnement d'entreprises et/ou marketing.	initiative et autonomie – Capacité à mettre en œuvre des projets de pair avec des ONG locales – Capacité d'innovation – Goût du terrain – Bon relationnel – Très bonne maîtrise des outils informatiques, notamment Excel et base de données	Contrat de 1 an dont 3 mois d'essai.
Langues parlées	Fonctions	Salaire / Indemnité
Maîtrise du Français, Portugais fortement souhaité (langue de travail).	Coordination, Gestion de projet, Technicien spécialiste	Selon profil.
Qualité du candidat	Activités Agriculture, Environnement, Autre	Documents à envoyer
- Capacité à travailler en équipe et à transmettre son savoir-faire et connaissances – Capacités de communication orale et écrite – Dynamisme,	Pays Afrique, Guinée-Bissau	CV + Lettre de motivation.
	Contrat C D D	Ref Coordo Filière GB.
	Durée du contrat	Nom de la personne contact
		Simon BALITEAU
		Email de la personne contact essor.contact@free.fr
		Date de fin de validité
		31/05/2017

**Avis de recrutement****Service civique OSI : Appui à la Communication Siège****Description**

Chaque année, 4,5 millions d'enfants dans le monde deviennent orphelins suite aux décès de leurs parents pour cause de sida. Ce constat alarmant est à l'origine de la création d'Orphelins Sida International (OSI) qui en mai 2000 a décidé de tout mettre en œuvre pour se battre contre cette injustice. www.orphelins-sida.org

Dans le cadre de l'amélioration de sa communication sur internet et son référencement, OSI recherche un/une jeune de moins de 18-25 ans pour un contrat en Service civique de 6 mois au siège de l'association.

La mission est à pourvoir dès à présent.

Les objectifs de cette mission seront:

En appui de l'action des membres actifs du conseil d'administration et de la coordinatrice des

programmes le/la volontaire: participera à la mise en œuvre des actions de communication en vue d'augmenter la visibilité des activités de l'association. Il pourra s'agir notamment de développer et mettre à jour le site internet, d'accroître la visibilité de l'association via les plates formes diverses et les réseaux sociaux , ceci dans le but de sensibiliser le grand public à la cause des orphelins du Sida. Il s'agira également pour l' ESC d'initier des actions novatrices de son choix, en lien avec les membres actifs.

La suite à la page 25

JOBSCAMPUS

La suite de la page 24

participera à la création et à la mise en œuvre d'évènements organisés par l'association notamment dans les écoles, des manifestations locales, des salons...pour porter la voix des orphelins du Sida.

coordonnera l'élaboration des Newsletter, à partir des articles rédigés par les membres actifs de l'association

Ville Paris

Expériences / Formation du candidat

le candidat, éligible au dispositif Service civique, devra être âgé de 18/25 ans.

Une bonne connaissance des outils de communication seront nécessaires: Mise à jour du site internet, référencement et reporting.

Qualités rédactionnelles, créativité .

Une première connaissance du milieu associatif sera un plus.

Langues parlées

Français essentiellement, des compétences en anglais et/ou espagnol pourront être un plus par rapport à nos partenaires anglophones et hispanophones.

Qualité du candidat

Ouvert et dynamique, le (la) candidat(e) saura travailler en collaboration avec les membres de l'association (salariés et bénévoles).

Créatif(ve) Il/elle pourra être source de nouvelles actions en accord avec le CA.

Fonctions

Autre, Communication

Activités

Information, Communication

Pays
Europe,

France

Contrat

Volontariat / service civique

Durée du contrat

6 mois

Salaire / Indemnité

Indemnité de service civique versées par l'état

Pass Navigo et tickets restaurants pris en charge par l'association.

Nom de la personne contact

Patricia VELLETRI

Email de la personne contact
contact@orphelins-sida.org

Date de fin de validité
30/06/2017

**Avis de recrutement**

Poste: Niger – Un/e Evaluateur Santé/Nutrition

Description

Première Urgence Internationale (PUI) est une Organisation Non Gouvernementale de solidarité internationale, à but non lucratif, apolitique et laïc. L'ensemble de ses personnels se mobilise au quotidien pour couvrir les

besoins fondamentaux des victimes civiles mises en péril, marginalisées ou exclues par les effets de catastrophes naturelles, de guerres et de situations d'effondrement économique. L'objectif est d'aider les populations déracinées dans l'urgence, tout en leur permettant de regagner rapidement autonomie et dignité.

PUI s'appuie sur 30 ans d'expérience sur le terrain, au sein de 50 pays en situation de crise, ainsi que sur la complémentarité de son expertise médicale et non médicale, pour adapter ses programmes à chaque contexte et à chaque besoin réel des populations les plus vulnérables. L'association mène en moyenne 190 projets chaque année dans

La suite à la page 26

JOB CAMPUS

La suite de la page 25

les secteurs d'intervention suivant : sécurité alimentaire, santé, nutrition, construction et réhabilitation d'infrastructures, eau, sanitaire, hygiène et relance économique. PUI vient en aide à environ 5 millions de personnes dans 21 pays – en Afrique, Asie, Moyen-Orient et Europe.

Découvrez notre histoire et nos valeurs

Situation et besoins humanitaires :

Contexte de la crise

Le Niger connaît depuis plusieurs décennies une vulnérabilité structurelle entraînant de forts besoins humanitaire pour sa population. Dernièrement, le pays s'est retrouvé au cœur de la crise du Lac Tchad avec Boko Haram et connaît sécheresses, inondations et épidémies. Ce dernier conflit vient s'ajouter à la déstabilisation du nord-Niger et du conflit malien et des affrontements plus généraux dans la bande Sahélienne d'Afrique de l'Ouest. Cette zone est aujourd'hui une des principales voies de migrations des populations partant d'Afrique de l'Ouest et souhaitant se rendre en Libye. Depuis 2015, le Niger s'est engagé dans une guerre contre Boko Haram suite aux premières attaques de l'organisation contre des civils nigériens. Le conflit a fortement déstabilisé le sud-est, lieu des combats armés – émergence de

tensions intercommunautaires et exacerbation des violences dues à l'accès aux ressources. Malgré le soutien direct des troupes tchadiennes depuis 2015 et une meilleure collaboration avec l'armée nigériane, les forces nigériennes n'ont pas été en mesure de stopper les attaques de BH.

La crise du bassin du Lac Tchad touche 17 millions de personnes, dont 11 millions qui se trouvent dans un besoin d'urgence d'aide humanitaire (Nord-Est du Nigéria, à l'Extrême-Nord du Cameroun, à l'Ouest du Tchad et au Sud-Ouest du Niger). On estime à 2.3 millions le nombre de personnes ayant fui leurs foyers (mi-février 2017). Au Niger, la région de Diffa est à elle seule concernée par près de 302 387 personnes en déplacement (réfugiés, déplacés internes, retournés). Les personnes devant être affectées par les inondations sont estimées à 106 000 et les populations migrantes à 200 000. A ce jour, 7 millions de personnes sont affectées par l'insécurité alimentaire, sachant que ce chiffre devrait augmenter dans les mois à venir. 500 000 enfants souffrent de malnutrition aiguë sévère dont 75 000 pourraient mourir sans une assistance d'urgence. Par ailleurs certains migrants restent également bloqués autour d'Agadez et ont besoin d'aide à la protection. L'insécurité a affecté la résilience des populations, faisant des familles hôtes des déplacés internes, et détruisant alors la

structure socio-économique de la société. Cette violence et insécurité perturbe aussi les échanges commerciaux, les marchés, mettant à mal l'économie du pays et fragilisant donc davantage la société.

Positionnement de Première Urgence Internationale

Déjà présente dans la région du Lac Tchad, PUI a implanté en 2004 une mission au Tchad, puis au Cameroun (2008) et une base à Maroua (2015, extrême-nord Cameroun) touchée par les exactions de Boko Haram, afin de répondre aux besoins des déplacés internes et des populations hôtes. PUI avait également ouvert en 2012-2013 une mission à Niamey au Niger afin de mettre un programme de lutte contre la malnutrition aiguë en milieu urbain. Depuis 2016, PUI est aussi présent au Nigeria dans la région de Maiduguri. Afin d'avoir une stratégie régional autour du Lac Tchad et en réaction à l'intensification de la crise, l'organisation a pour objectif de lancer dès que possible une mission exploratoire pour évaluer les besoins qui devraient être couverts pour apporter une amélioration rapide des conditions de vie des personnes vulnérables, en priorité dans la zone de Diffa. De plus, depuis l'ouverture en 2017 d'une mission en Libye, PUI souhaiterait également développer une approche régionale par rapport à la route migratoire passant du

La suite à la page 24

JOB CAMPUS

La suite de la page 26

Niger vers le sud de la Libye.

Notre action sur le terrain :

Déjà présente dans la région du Lac Tchad, PUI a implanté en 2004 une mission au Tchad, puis au Cameroun (2008) et une base à Maroua (2015, extrême-nord Cameroun) touchée par les exactions de Boko Haram, afin de répondre aux besoins des déplacés internes et des populations hôtes. PUI avait également ouvert en 2012-2013 une mission à Niamey au Niger afin de mettre un programme de lutte contre la malnutrition aigüe en milieu urbain. Depuis 2016, PUI est aussi présent au Nigeria dans la région de Maiduguri. Afin d'avoir une stratégie régional autour du Lac Tchad et en réaction à l'intensification de la crise, l'organisation a pour objectif de lancer dès que possible une mission exploratoire pour évaluer les besoins qui devraient être couverts pour apporter une amélioration rapide des conditions de vie des personnes vulnérables, en priorité dans la zone de Diffa. De plus, depuis l'ouverture en 2017 d'une mission en Libye, PUI souhaiterait également développer une approche régionale par rapport à la route migratoire passant du Niger vers le sud de la Libye.

Dans le cadre de nos activités au Niger, nous recherchons un/e

Evaluateur Santé/Nutrition.

Sous la direction du Chef de Mission exploratoire au Niger, les principaux objectifs de l'Evaluateur Santé-Nutrition seront les suivants :

Diriger les aspects techniques de l'évaluation en santé et nutrition dans les zones prioritaires identifiées en coordination avec le chef de mission exploratoire (zone de Diffa en priorité, et autres aires à définir)

Contribuer à construire une analyse précise des besoins au Niger, des interventions en cours et des gaps éventuels

Contribuer à construire une stratégie de positionnement pertinente et participer à la définition de propositions de projet adéquates, notamment sur les aspects techniques

Contribuer à la rédaction du rapport de mission exploratoire et de ses annexes.

Représenter PUI sur les aspects techniques liés à la santé et la nutrition en coordination avec le Chef de mission exploratoire.

Soutien le Chef de mission exploratoire dans l'identification des aires / populations les plus vulnérables en termes de besoins humanitaires en Santé et Nutrition et identifie les gaps dans la couverture

Dirige les aspects techniques liés à l'évaluation sur place ainsi que la méthodologie employée et les moyens techniques nécessaires (tablettes,

formulaires d'évaluation, équipes...) sous la supervision du Chef de mission exploratoire. Il s'assure que les outils utilisés sont en cohérence avec les outils standards pour PUI

Dirige la récolte des données sur le terrain et représente PUI dans le cadre des rencontres avec les parties prenantes, sur les aspects techniques.

Appui le Chef de mission exploratoire dans la définition de la stratégie de positionnement, l'orientation des activités et la rédaction du rapport d'évaluation

Appui le Chef de mission dans la définition de propositions de projet cohérents et relevant par rapport aux gaps identifiés (réécriture de note conceptuelle et/ou propositions de projet).

En accord avec le cadre défini en amont par le Chef de mission exploratoire, respecte et (si pertinent) renforce les protocoles sécuritaires définis, et les moyens logistiques et financiers.

Merci de consulter la fiche de poste ci-dessous pour tous les détails nécessaires.

Et pour rester informé des nouvelles offres en continu, rejoignez le groupe Facebook My Job On The Field.

Ville

M o b i l e

La suite à la page 28

JOB CAMPUS

La suite de la page 27

Expériences / Formation du candidat	professionnelle et mature	Assurance comprenant couverture médicale et complémentaire santé, assistance 24/24h, rapatriement et prévoyance
Formation :	Capacité à intégrer l'environnement local sous ces aspects politiques, économiques et historiques	
Formation médicale OU formation paramédicale + Santé Publique Interne en médecine	Langues parlées	Hébergement : hôtel
	Français indispensable	Frais de vie (« Per diem »)
Expériences :	Anglais apprécié	Régime de Congés Payés : 5 semaines de CP / an + billet A/R au domicile tous les 6 mois
Humanitaire	Fonctions	Documents à envoyer
Technique	Technicien spécialiste	Merci d'envoyer votre candidature (CV et Lettre de Motivation) à l'adresse ci-dessous en précisant l'objet suivant : "Eval Santé/Nutrition - Niger".
Connaissances et aptitudes :	Activités	Nom de la personne contact
Bonne qualité rédactionnelle	Pays	Romain Gautier,
Connaissances en gestion de projets	Afrique,	Chargeé de Ressources Humaines Expatriées
Qualités du candidat :	Contrat	Durée du contrat
Capacité à travailler de façon autonome avec prise d'initiative et sens des responsabilités	C D D	Salarié en Contrat à Durée Déterminée (Consultance négociable) - 3-4 semaines
Bonne résistance au stress		Datededémarrage:24Mai2017
Sens de la diplomatie et ouverture d'esprit		Salaire / Indemnité
Bonne capacité d'analyse		Salaire brut mensuel : de 2 200 à 2 530 Euros selon parcours en Solidarité Internationale + majoration de 50€ par semestre d'ancienneté avec PUI
Organisation et gestion des priorités		Frais pris en charge notamment transport AR Domicile / Mission, visas, vaccins...
Force de propositions, recherche de solutions		
Capacité à travailler et manager de manière		



JOB CAMPUS**Avis de recrutement**

Poste: Stagiaire
Logistique - Paris

Description

Department: Opérations

Position: Stagiaire
Logistique - Paris

Contract duration: 6 mois

Location: Paris 9ème , France

Starting Date: Juillet

I. Information générale sur ACTED

Depuis 1993, l'association de solidarité internationale ACTED répond aux besoins humanitaires des populations dans les situations de crise et au respect de leur dignité, tout en favorisant et mettant en œuvre des opportunités pour un développement durable, en investissant dans les potentiels de l'Homme.

ACTED s'engage à répondre aux urgences et à développer la résilience face aux situations de crise, à co-construire une gouvernance effective, et à promouvoir une croissance inclusive et durable.

Nous œuvrons sur le dernier kilomètre de l'action humanitaire. Notre mission est de sauver des vies et de répondre aux besoins essentiels des populations dans les zones les plus difficiles d'accès. ACTED développe et met en œuvre des programmes à destination des populations les plus vulnérables

qui souffrent de violences, des conflits, de catastrophes naturelles ou d'une situation de pauvreté endémique. L'approche d'ACTED dépasse la réponse d'urgence, avec un engagement dans le développement durable et l'accès des communautés aux moyens de subsistance.

ACTED met en œuvre plus de 450 projets par an auprès de 8 millions de bénéficiaires dans 35 pays, pour un budget de 160 millions d'euros. Nos équipes sont composées de 400 staff internationaux et 4300 staff nationaux.

II. Profil pays

Le siège d'ACTED s'est installé à Paris en 2000 dans le but de coordonner les interventions de l'organisation à l'échelle mondiale.

Aujourd'hui le siège est composé de 50 personnes dans les départements RH, Finance, Reporting, Audit, HUB logistique et Communication. Ces départements apportent leur soutien aux 34 Directions Pays ainsi qu'aux 3 Directions régionales, comprenant environ 260 expatriés et plus de 3000 salariés nationaux.

Le siège fait aussi office de point de convergence pour la Direction d'ACTED, à savoir la Déléguée Générale, le Directeur du Développement et les quinze membres du Conseil d'Administration.

III. Position Profile

Le/la stagiaire logistique du siège assiste le département des opérations dans la gestion des validations courantes pour un certain nombre de pays et l'appuie dans le développement et la mise en place d'outils et procédures logistiques. Ponctuellement, le/la stagiaire logistique pourra assumer des fonctions opérationnelles pour faire face à des situations très spécifiques : assister la réponse à certaines crises humanitaires, réaliser des missions de formation des équipes logistiques sur le terrain, appuyer la préparation d'audits externes pour le département logistique, participer au développement des outils et procédures d'autres services/départements si liés à la logistique, etc :

Appui à la collecte et révision des plans d'achat et demandes de dérogation (40%)

Mise en ligne et suivi des appels d'offre et contrats (25%)

Suivi des rapports mensuels logistiques pays (10%)

Appui au Grant Management sur les aspects logistiques (10%)

Gestion du classement et de l'archivage du service logistique (5%)

Appui au développement des outils et procédures logistiques (10%)

La suite à la page 30

JOB CAMPUS

La suite de la page 29

Ville	P a r i s	Disponible	6 mois	Contrat	S t a g e
Expériences	/	(stage ou césure, pas d'alternance)	année de d'alternance)	Durée du contrat	
Formation du candidat					
Ecole d'ingénieur/ commerce, niveau BAC + 4 achevé minimum		Langues parlées			
Connaissances et maîtrise des concepts logistique/supplychain		Anglais et français		Salaire / Indemnité	
Capacités d'analyse/synthèse, de gestion des priorités, multitâche et de rigueur		Fonctions	Animation, Assistance, Traduction, Communication, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Etudes, Recherche, Organisation, Administration, Ressources Humaines, Technicien	Indemnité de 554,40€ par mois	
Goût pour les procédures et process opérationnels prononcé		Autre, Coordination,	Humaines, spécialiste	Tickets Restaurant	
Autonomie, réactivité		Activités	Agriculture, Environnement, Animation, Formation, Education, Appui institutionnel, Décentralisation, Autre, Droit, Economie, Finance, Administration, Génie civil, Hydraulique, Informatique, Communication, Logistique, Mécanique, Ressources Humaines, Santé, Social	Remboursement de 50% du titre de transport	
Force de proposition, créatif et dynamique		Pratique de l'anglais	courante exigée	Documents à envoyer	
Compétences informatiques indispensables : Word, Excel, Power Point		Intérêt marqué pour l'humanitaire et partage des valeurs	d'ACTED	Envoyez votre candidature (CV + lettre de motivation) à jobs@acted.org avec pour objet : Ref: LOGI/HQ	
				Pour plus d'information, consultez le site Internet d'ACTED à http://www.acted.org	
				Email de la personne contact jobs@acted.org	
				Date de fin de validité 11/06/2017	

**ABONNEZ VOUS À
NOTRE QUOTIDIEN**

Recevez l'actualité du jour , à 12 000 f cfa / ans

JOB CAMPUS**Avis de recrutement**

Poste: Stagiaire
RH International Recrutement – Paris
Accueil » RH International Stagiaire Recrutement – Paris
Description
Département: RH
Position: Stagiaire
RH International Recrutement – Paris
Durée du contrat: 6 mois
Lieu: Paris 9ème, HQ
Date de démarrage: Juillet 2017 (flexible)

I. ACTED
Depuis 1993, l'association de solidarité internationale ACTED répond aux besoins humanitaires des populations dans les situations de crise et au respect de leur dignité, tout en favorisant et mettant en œuvre des opportunités pour un développement durable, en investissant dans les potentiels de l'Homme.

ACTED s'engage à répondre aux urgences et à développer la résilience face aux situations de crise, à co-construire une gouvernance effective, et à promouvoir une croissance inclusive et durable.

Nous œuvrons sur le dernier kilomètre de l'action humanitaire. Notre mission est de sauver des vies et de répondre aux besoins essentiels

des populations dans les zones les plus difficiles d'accès. ACTED développe et met en œuvre des programmes à destination des populations les plus vulnérables qui souffrent de violences, des conflits, de catastrophes naturelles ou d'une situation de pauvreté endémique. L'approche d'ACTED dépasse la réponse d'urgence, avec un engagement dans le développement durable et l'accès des communautés aux moyens de subsistance.

ACTED met en œuvre plus de 450 projets par an auprès de 8 millions de bénéficiaires dans 35 pays, pour un budget de 160 millions d'euros. Nos équipes sont composées de 400 staffs internationaux et 4300 staff nationaux.

II. Profil Pays
Le siège d'ACTED s'est installé à Paris en 2000 dans le but de coordonner les interventions de l'organisation à l'échelle mondiale.

Aujourd'hui le siège est composé de 40 personnes dans les départements RH, Finance, Reporting, Audit, HUB logistique et Communication. Ces départements apportent leur soutien aux 30 Directions Pays ainsi qu'aux 3 Directions régionales, comprenant environ 200 expatriés et plus de 4000 salariés nationaux.

III. Profil de poste :

Mission :

Au sein d'une équipe de recruteurs jeunes et dynamiques de 5 personnes, le stagiaire RH recrutement prend en charge de larges missions du processus de Recrutement.

Le stagiaire recrutement est rattaché(e) à la responsable de l'équipe RH. Il/elle est en lien avec les membres de l'équipe RH et les 'top managers' dans tous les pays où ACTED a un bureau. En externe, il/elle est en lien avec les candidats et les organisations de publication d'annonces d'emploi.

Descriptif de poste :

D'une manière générale, le stagiaire recrutement prendre en charge les missions suivantes :

- Réception des besoins en recrutement
- Diffusion des annonces sur des sites nationaux & internationaux, généralistes & spécialisés (voire réseaux sociaux)
- Réception et sélections des candidatures les plus pertinents (70% de profils anglophones)
- Pré-sélection téléphonique et premiers entretiens RH individuels en anglais (70% des profils) et en français
- Organisation de tests techniques
- Organisation de second

La suite à la page 32

JOB CAMPUS

La suite de la page 31

entretiens pour les recruteurs séniors et les manageurs terrains et HQ

– Gérer les relations candidats

Ville P a r i s

Expériences / Formation du candidat

Formation généraliste ou RH

Disponible 6 mois (stage ou année de césure, pas d'alternance)

Première expérience en RH serait un plus, si possible en cabinet de recrutement

Compétences :

Niveau d'anglais au minimum courant (70% du poste est en anglais)

Rigoureux, capacité d'écoute et de prise de décision

Fort esprit d'équipe et dynamisme

Flexibilité et capacité de gérer un environnement génératrice d'urgences

Vous cherchez :

Un stage en recrutement très formateur avec une forte dimension internationale

Travaillez sur des profils variés et internationaux

Avoir des missions larges et un impact concret sur des enjeux internationaux

Faire partie d'une équipe jeune et dynamique qui place la qualité au centre de son travail

Langues parlées

Français et anglais

Fonctions : Animation, Formation, Assistance, Secrétariat, Traduction, Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Etudes, Recherche, Organisation, Administration, Ressources Humaines, Technicien spécialiste

Activités Agriculture, Environnement, Animation, Formation, Education, Appui institutionnel, Décentralisation, Autre, Droit, Economie, Finance, Administration, Génie civil, Hydraulique, Informatique, Communication, Logistique, Mécanique, Ressources Humaines, Santé, Social

Pays Europe, France

Contrat Stage

Durée du contrat

6 mois

Salaire / Indemnité

Indemnité de stage : minimum légal en vigueur (554.40€ par mois)

Tickets Restaurant

Remboursement de 50% du titre de transport

Documents à envoyer

Merci de nous faire parvenir votre candidature en français : CV, lettre de motivation et à l'adresse suivante : jobs@acted.org

REF : RII/HQ (merci de faire uniquement apparaître cette référence en objet de votre e-mail)

Email de la personne contact jobs@acted.org

Postuler en ligne jobs@acted.org

Date de fin de validité 11/06/2017



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en version numérique à télécharger.



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

13/05/2017 AU 20/05/2017 Groupe II

1	Aéroport	25 31 42 22	14	Heera	25 31 66 10	28 25 30 88 90	Rood Wooko
2 33 28	Amaro	25 34	15	Jabnéel	25 44 78 70	29 25 41 13 00	Sangoulé Lamizana
3	Ar-rahma	25 35 09 86	16	Jourdain	25 36 06 86	30	Schifeyi 25 40 27 42
4	Augustine	25 37 61 00	17	Karpala	25 37 14 14	31	Sig-Noghin 25 35 09 77
5	Barwende	25 40 85 90	18	Koulouba	25 31 19 18	32	Sigri 25 41 21 48
6 25 43 12 68	Boulmiougou		19	La Famille	25 43 06 85	33	Sud 25 38 42 82
7	Cité An III	25 33 19 66	21	Martín	25 50 84 59	34	Talba 25 36 22 25
8	Dapoya	25 31 32 01	22	Meteba	25 33 53 33	35	Tanko 25 35 15 57
9	Delwindé	25 36 72 80	23	Nayyira	25 48 18 41	36	Univers 25 41 99 65
10	Denisa	71 82 76 60	24	Neima	25 35 56 82	37	Wati 25 38 52 92
11	Faso	25 38 19 29	25	Nemadis	25 37 30 41	38	Yobi 25 31 16 30
12	Flayiri	25 40 73 44	26	Progrès	25 43 01 62		
13	Hamdalaye	25 34 36 94	27	Provvidence	25 31 86 48		

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aeroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18

Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11
11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI. O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage
- Alfred Syé KAM
- Aminata PORGO
- Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Quedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Quedraogo
- Mourmouni Guio
- Nicole Quedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Aminata PORGO
Bernard HIEN
Oeil du professionnel

Distribution
Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303
E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo-Dioulasso
Tél: +226 20954746
+226 72070909

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;
Presse en ligne;
Quotidien numérique gratuit
sur www.sciences-campus.info

✓ Couverture médiatique
✓ Publicité
✓ Communication



L'actualité des Centres de recherche
L'actualité des écoles et universités
L'actualité générale des 45 provinces en continu
Les activités du gouvernement
L'actualité internationale



Un espace emploi
sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info
226 76609721/ 72080505/ 72072121
05BP5805 Ouaga02
Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO